

# DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LAUTRECOIS - PAYS D'AGOUT

Envoyé en préfecture le 30/09/2015

Reçu en préfecture le 30/09/2015

Affiché le

ID : 087-200034056-20150929-D2015\_124-DE

**SLOW**

## Séance du 29 septembre 2015

L'an deux mille quinze et le vingt-neuf septembre à vingt heures trente, le conseil communautaire s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Raymond GARDELLE.

PRESENTS : MM COMBET - CURETTI - FAGUET - FOURES - TACCOME - VERNHES - VIALA D. - MMES DURIS - FADDI - FRANCES (Suppléante) - GILBERT - KAZIMIERCZAK - RABOU - TAILLANDIER - MM ALBA - BARBARO - BONAFE (Suppléant) - BOUTIE - BRESSOLLES - CASTAGNE - DADY - GALZN - JULIE (Suppléant) - LENCOU - MEYSSONNIER - REYJAUD (Suppléant) - SEGUR - VANDENDRIESSCHE - VICENTE.

N° 2015/124

### **Objet : Transfert comptable de biens du Budget Principal au Budget Annexe Médiathèque**

Monsieur le Président précise que suite à la fusion de la CC du Lautrécois et de la CC du Pays d'Agout en janvier 2013, il a été décidé de créer des budgets annexes.

Pour cela, il est nécessaire aujourd'hui de transférer comptablement au Budget Annexe Médiathèque des biens liés à ce service mais qui sont actuellement dans l'inventaire du Budget Principal comme détaillés ci-dessous :

	N° inventaire	Désignation	Date acquisition	Valeur initiale	Durée amort	Amort comptable sur BP à transférer
2184	1/93	EQUIPEMENT MEDIATHEQUE SAINT-PAUL	01/01/1993	15.957,45	0	0
2184	3/94	EQUIPEMENT MEDIATHEQUE SAINT-PAUL	01/01/1994	16.789,36	0	0

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté, à l'unanimité :

- autorise de transférer comptablement en pleine propriété au Budget Annexe Médiathèque des biens liés à ce service qui sont actuellement dans l'inventaire du Budget Principal, comme détaillés ci-dessus,
- autorise Monsieur le Président à signer toutes les pièces nécessaires à ce dossier.

Fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus.

Pour copie conforme.

Acte rendu exécutoire après dépôt en

Sous-Préfecture le 30 septembre 2015.

Le Président,

Raymond GARDELLE

